

Un geste pour la planète : l'impression de cette information est-elle vraiment nécessaire ?

Haro sur l'évasion fiscale !

Au moment où la crise des dettes souveraines n'en finit pas d'ébranler l'Europe, et par ricochet le reste du monde, le gouvernement français a dévoilé un plan d'austérité qui vise à rassurer les marchés financiers.

Il prévoit notamment un coup de rabot de 15 % sur les niches fiscales, en hausse par rapport aux 10 % du projet initial de loi de finances 2012.

Quand au G20, il a renouvelé son intention de démanteler les paradis fiscaux et de traquer ceux qui y abritent leurs avoirs pour échapper à l'impôt. Après des années d'ostentation décomplexée, les riches sont donc sommés de se faire discrets, et surtout de mettre la main au porte-monnaie.

Réduire l'évasion fiscale des riches, légale mais surtout frauduleuse, est incontestablement un enjeu important des réformes à venir. Ainsi, selon l'économiste Gabriel Zucman, quelque 5 000 milliards de dollars (3 616 milliards d'euros), soit 8 % des ressources financières mondiales des ménages, seraient dissimulés dans les paradis fiscaux, essentiellement par des Européens.

De là à regarder avec suspicion tous ceux qui sont fortunés, il n'y a qu'un pas que certains démagogues n'hésitent pas à franchir. Mus par l'âpreté au gain, "les riches" seraient responsables de tous nos maux, à commencer par la crise actuelle.

APANAGE DES RICHES

Le problème, c'est que l'évasion fiscale n'est pas l'apanage des riches. C'est un phénomène général. Chacun à son échelle essaye de se soustraire à l'impôt, et c'est ainsi que le secteur informel et le travail au noir fleurissent.

Cela va des immigrés clandestins employés à bas coût dans la restauration et la construction, en passant par les entreprises et les commerçants qui ne déclarent qu'une partie de leur recette, pour finir avec tous ces particuliers qui, un jour ou l'autre, ont employé quelqu'un, ne serait-ce que pour un baby-sitting, sans le déclarer. Mises bout à bout, toutes ces fraudes finissent par peser.

Il est par définition difficile de mesurer la taille du secteur informel, mais les études s'accordent pour montrer une corrélation négative entre cette taille et la richesse des nations.

Ainsi, en 2000, la taille moyenne du secteur informel était estimée à 41 % du produit national brut (PNB) dans les pays en développement, 38 % dans les pays en transition et 18 % dans les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Il est frappant, quand on regarde le classement des pays riches, de trouver en tête de peloton l'Italie et la Grèce, avec des secteurs informels proches de 30 % du PNB, le double de ceux de pays comme la France et l'Allemagne.

Et ces données n'incluent pas les exemptions légales, par exemple, en Grèce, celle qui permet au clergé, le plus grand propriétaire foncier du pays, d'échapper à l'impôt.

CONTRIBUER DE MANIÈRE ÉQUITABLE

L'Etat existe grâce à l'impôt. Chacun doit donc contribuer de manière équitable à son fonctionnement. Et c'est pour cela qu'il est crucial de poursuivre les riches qui trichent. C'est important bien sûr pour les montants qu'on peut ainsi récolter, mais c'est surtout important pour la légitimité du système.

Il est en effet impossible d'exiger des gens modestes qu'ils payent tous leurs impôts si ceux qui sont les plus fortunés se débrouillent pour contourner la loi. De fait, les études montrent que plus un Etat est légitime, plus il lui est aisé de collecter l'impôt.

Les gens sont moins enclins à tricher lorsqu'ils ont le sentiment que leur argent est bien employé et que l'effort qu'on leur demande est juste. Pour les gouvernements grec et italien, dont la légitimité est au plus bas, la bataille contre la fraude et l'évasion fiscale, cruciale pour leur survie, est donc loin d'être gagnée.